

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le [Cf. date de
signature]

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAGNESITA REFRACTORIES

63 RUE DU PETIT BRUXELLES
BP 169
59300 Valenciennes

Références : V2/2023-352
Code AIOT : 0007000861

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement MAGNESITA REFRACTORIES implanté 63 rue du Petit Bruxelles BP 169 59300 Valenciennes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAGNESITA REFRACTORIES
- 63 rue du Petit Bruxelles BP 169 59300 Valenciennes
- Code AIOT : 0007000861
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site MAGNESITA REFRACTORIES à Valenciennes est spécialisé dans la fabrication de briques réfractaires cuites, destinées uniquement au milieu de la sidérurgie pour la production d'acier inoxydable.

Les matières premières utilisées sont la dolomie et la magnésie ainsi que des liants (paraffine, cire et huile de soja). Le site présente 2 fours de cuisson.

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997 complété par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2010 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2014 (garanties financières) ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2017.

Le site est soumis à :

- autorisation au titre des rubriques suivantes :
 - 2523 : Fabrication de produits céramiques et réfractaires. La capacité maximale de production est de 230 t/j ;
 - 3350 : Fabrication de produits céramiques par cuisson ;
- enregistrement au titre de la rubrique 2515-1 : Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes (référentiel réglementaire : arrêté ministériel du 26/11/2012).

Les activités du site relèvent donc de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/04/2022
- Rejets aqueux - contrôle inopiné

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Rejets aqueux – Fréquence de surveillance	Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 10.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Rejets aqueux – Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 8.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Rejets aqueux – Transmission des résultats d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 10.4	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement MED – Rejets atmosphériques de l'installation de broyage de dolomie	AP de Mise en Demeure du 13/04/2022, article 1	Sans objet
2	Récolement MED – Rejets atmosphériques de l'installation de broyage de magnésie	AP de Mise en Demeure du 13/04/2022, article 2	Sans objet
3	Rejets atmosphériques - Transmission des résultats d'autosurveillance	AP Complémentaire du 12/01/2010, article 5	Sans objet
4	Récolement MED – Plan des réseaux de collecte des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 13/04/2022, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/04/2022 a été pris suite à la visite d'inspection du 02/12/2021.

Le suivi pour la mise en conformité des installations a été assuré par les personnes en place à l'époque et en particulier :

- le directeur du site ;
- un consultant ;
- la responsable HSE ;

- le responsable maintenance.

Néanmoins, depuis, de nombreux changements dans le personnel sont identifiés avec notamment en 2023 le remplacement du directeur du site et du responsable HSE, le départ du consultant, l'arrivée en octobre d'un nouvel ingénieur procédé.

La situation environnementale du site et des obligations réglementaires notamment en matière d'autosurveillance n'est pas parfaitement connue de l'exploitant.

Suite à la présente visite d'inspection du 11/10/2023, l'inspection des installations classées a relevé 3 non-conformités et propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure la société MAGNESITA REFRACTORIES, en application de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, de respecter les prescriptions des articles 8.4 et 10.1 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997 modifié.

L'Inspection des installations classées formule également 1 fait susceptible de suites administratives pour lequel il est attendu des éléments complémentaires de la part de l'exploitant pour pouvoir lever la non-conformité relevée.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/04/2022 sont respectées. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Nord de l'abroger.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement MED – Rejets atmosphériques de l'installation de broyage de dolomie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/04/2022, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Récolement MED – Rejets atmosphériques de l'installation de broyage de dolomie

Prescription contrôlée :

Article 1 – La société MAGNESITA REFRACTORIES exploitant une installation de fabrication de briques réfractaires cuites sise 63 rue du Petit Bruxelles – sur le territoire de la commune de Valenciennes (59303) est mise en demeure de respecter les valeurs limites d'émission en concentration et en flux imposées par l'article 12.2.4 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997 modifié susvisé pour le paramètre poussières dans les rejets atmosphériques de son installation de broyage de dolomie :

- en faisant réaliser les travaux rendus nécessaires au niveau de l'installation dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté ;
- en réalisant deux mesures des rejets atmosphériques au niveau du point de rejet de l'installation de façon à vérifier la conformité de ces rejets aux valeurs limites imposées à l'article 12.2.4 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 1997 modifié susvisé pour le paramètre poussières respectivement dans un délai de 1 mois et de 2 mois à compter de la réception des travaux.

[Article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/01/2017]

Les articles 1.1, 12.2.4 et 12.3.2.II de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juin 1997 sont remplacés par les dispositions suivantes :

[...]

Article 12.2.4 – Installations de broyage

I. Les émissions de poussières issues de l'activité de broyage sont traitées par des dépoussiéreurs avant d'être évacuées par des cheminées dont les caractéristiques sont les suivantes :

	Hauteur minimale (m)	diamètre maximal au débouché (m)	débit maximal en Nm ³ /h	vitesse d'éjection minimale en m/s
[...]				
Broyage dolomie Cheminée n°3	16	1	40 100	10

II. Valeurs limites dans les rejets atmosphériques

A. Les rejets en sortie des cheminées précitées respectent les valeurs limites suivantes en concentration et flux, les valeurs intégrant les formes particulaires et gazeuses et les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Cheminée	Paramètres	Concentration maximale en mg/Nm ³	Flux maximal en kg/h	Flux maximal en kg/j	Flux maximal en tonnes/an
[...]					
N°3	Poussières	5	0,2	4,8	1,75

[...]

Constats :

Constats de la visite d'inspection précédente du 02/12/2021

Les émissions de l'installation de broyage de dolomie sont traitées par un dépoussiéreur.

La visite d'inspection du 02/12/2021 a permis de constater que suite à des dépassements récurrents des valeurs limites d'émission prescrites, des mesures correctives ont été mises en œuvre par l'exploitant, néanmoins elles n'ont pas été d'ampleur suffisante pour permettre la mise en conformité des émissions (*Constats avec suites 1*).

La synthèse des résultats des mesures des rejets atmosphériques est la suivante :

Date	Contrôle	Concentration en poussières (mg/Nm ³)	Flux en poussières (kg/h)
VLE		5	0,2
03/03/20	Contrôle inopiné	4,88	0,16
09/03/20	Autosurveillance	<u>16,5</u>	<u>0,68</u>
12/05/20	Autosurveillance	<u>60,8</u>	<u>2,4</u>
24/09/20	Autosurveillance	3,85	0,16
10/12/20	Autosurveillance	<u>11,92</u>	<u>0,52</u>
25/02/21	Autosurveillance	4,57	0,19
07/04/21	Contrôle inopiné	<u>14,93</u>	<u>0,76</u>
14/06/21	Autosurveillance	<u>10,44</u>	<u>0,34</u>
06/10/21	Autosurveillance	<u>16,1</u>	<u>0,67</u>
06/12/21	Autosurveillance	<u>32,6</u>	<u>1,07</u>

Dépassement de la VLE

Dépassement supérieur à 2 fois la VLE

En conséquence M. le préfet du Nord a pris un arrêté préfectoral de mise en demeure le 13/04/2022.

Constats de la visite d'inspection du 11/10/2023

Lors de la visite, l'exploitant a précisé qu'une nouvelle expertise aéraulique a été menée en 2022 et a donné lieu à un plan d'actions pour la mise en conformité des émissions. Celle-ci met également en évidence un tirage trop important d'air.

Ces éléments ont été présentés à l'inspection.

Afin de respecter les valeurs limites d'émissions, l'exploitant a indiqué que les filtres du dispositif de traitement des rejets étaient régulièrement inspectés et le cas échéant changés. Du fait d'une aéraulique non adaptée, ce changement doit intervenir plus fréquemment.

L'usure et la nécessité de changer les filtres sont appréciées par les équipes de maintenance lors de l'inspection visuelle réalisée tous les mois.

En revanche, l'exploitant a indiqué ne pas disposer d'un système instrumenté pour les mesures en continu d'empoussièrément dans les rejets atmosphériques (par opacimètre par exemple). Celui-permettrait d'apprécier une dérive du niveau d'empoussièrément et de procéder au changement des filtres de façon préventive.

L'inspection a cependant rappelé à l'exploitant que, selon les déclarations faites lors de la visite d'inspection du 02/12/2021, déclaration du directeur de l'usine de l'époque désormais remplacé, une sonde de contrôle de l'empoussièrement avait été mise en place fin 2021/début 2022.

Ces éléments ne sont pas connus de l'actuel directeur.

Suite à la visite du 11/10/2023, le directeur a indiqué par courriel du 16/10/2023 que cette sonde a effectivement été installée début 2022, néanmoins qu'aucun seuil d'alerte n'a été défini et que les données, bien qu'enregistrées, ne sont pas exploitées.

De plus l'exploitant a précisé l'absence de connexion du dispositif au système de supervision de la production (« PIMS »). L'exploitant s'est engagé à le connecter au plus vite et à définir les niveaux d'alerte associés.

Par courriel du 23/11/2023, l'exploitant a confirmé que la connexion au PIMS était opérationnelle depuis le 16/10/2023 avec définition des niveaux d'alerte associés. En complément, un message d'alerte est automatiquement généré et transmis au directeur de l'usine et au coordinateur HSE en cas de franchissement des niveaux d'alerte définis.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté la synthèse des résultats des mesures des rejets atmosphériques (mesures périodiques). Il a précisé qu'une campagne de mesures d'autosurveillance était actuellement en cours et qu'un contrôle inopiné avait été réalisé en août 2023.

Le fichier informatisé présenté ne trace pas les opérations de maintenance, notamment curatives, réalisées sur les installations afin de les corréler avec les résultats des mesures.

Observation 1 : A minima, l'exploitant doit tracer dans son tableau de synthèse des résultats d'autosurveillance, les actions correctives menées à la suite de résultats d'autosurveillance non-conformes.

L'exploitant a indiqué concernant les résultats non-conformes de février 2023 (cf. tableau ci-après), avoir pris les mesures suivantes en semaine 17 (avril 2023) :

- intervention pour maintenance des 2 systèmes de dépoussiérage (dolomie et magnésie) par la société T.M-TEK ;
- réparation de renforts cloisons sur le filtre Hazemag ;
- changement des médias filtrants sur les 2 filtres ;
- inspection visuelle des étanchéités de platelage ;
- inspection visuelle du décolmatage ;
- inspection visuelle des gaines et ventilateur.

Par courriel du 04/12/2023, l'exploitant a transmis les résultats de la dernière campagne de mesures des rejets atmosphériques du 11/10/2023 ainsi que le tableau des résultats consolidés.

La synthèse des résultats des mesures des rejets atmosphériques depuis le dernier rapport de visite d'inspection sur le sujet (référéncé V2/2022-059) est la suivante :

Date	Contrôle	Concentration en poussières (mg/Nm ³)	Flux en poussières (kg/h)
VLE		5	0,2
19/05/22	Autosurveillance	0,2	0,01
20/07/22	Autosurveillance	2,1	0,06
04/08/22	Contrôle inopiné	0,46	0,02
05/12/22	Autosurveillance	9,28	0,28
16/01/23	Autosurveillance	3,17	0,1
16/02/23	Autosurveillance	<u>10,86</u>	<u>0,42</u>
06/06/23	Autosurveillance	0,12	0,01
20/07/23	Autosurveillance	2,13	0,06
28/08/23	Contrôle inopiné	0,48	0,02
11/10/23	Autosurveillance	< limite détection	< limite détection
<p>Dépassement de la VLE</p> <p><u>Dépassement supérieur à 2 fois la VLE</u></p> <p>Les résultats sont en nette amélioration, malgré 2 dépassements identifiés fin 2022 et début 2023, avec la conformité aux valeurs limites d'émission prescrites en concentration et en flux notamment sur les 4 dernières campagnes de mesures (autosurveillance et contrôle inopiné).</p> <p>Ces résultats s'accompagnent désormais d'une mesure en continu de l'empoussièrement reportée en supervision avec niveaux d'alerte associés et génération automatique d'un message d'alerte notamment au responsable du site, opérationnelle depuis le 16/10/2023.</p> <p>L'exploitant respecte les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/04/2022.</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Récolement MED – Rejets atmosphériques de l'installation de broyage de magnésie**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 13/04/2022, article 2**Thème(s) :** Risques chroniques, Récolement MED – Rejets atmosphériques de l'installation de broyage de magnésie**Prescription contrôlée :**

Article 2 – La société MAGNESITA REFRACTORIES est mise en demeure, d'une part, de respecter les valeurs limites d'émission en concentration et en flux imposées par l'article 12.2.4 de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 modifié susvisé pour le paramètre poussières dans les rejets atmosphériques de son installation de broyage de magnésie, et d'autre part, de respecter la vitesse minimale d'éjection de ces rejets atmosphériques imposée par l'article 12.2.4 de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 modifié susvisé :

- en faisant réaliser les travaux rendus nécessaires au niveau de l'installation dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté ;
- en réalisant deux mesures des rejets atmosphériques au niveau du point de rejet de l'installation de façon à vérifier la conformité de ces rejets aux valeurs limites imposées à l'article 12.2.4 de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 modifié susvisé pour les paramètres poussières et vitesse d'éjection respectivement dans un délai de 1 mois et de 2 mois à compter de la réception des travaux.

[Article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/01/2017]

Les articles 1.1, 12.2.4 et 12.3.2.II de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juin 1997 sont remplacés par les dispositions suivantes :

[...]

Article 12.2.4 – Installations de broyage

I. Les émissions de poussières issues de l'activité de broyage sont traitées par des dépoussiéreurs avant d'être évacuées par des cheminées dont les caractéristiques sont les suivantes :

	Hauteur minimale (m)	diamètre maximal au débouché (m)	débit maximal en Nm ³ /h	vitesse d'éjection minimale en m/s
Broyage magnésie Cheminée n°2	17,5	0,85	36 000	10
[...]				

II. Valeurs limites dans les rejets atmosphériques

A. Les rejets en sortie des cheminées précitées respectent les valeurs limites suivantes en concentration et flux, les valeurs intégrant les formes particulaires et gazeuses et les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Cheminée	Paramètres	Concentration maximale en mg/Nm ³	Flux maximal en kg/h	Flux maximal en kg/j	Flux maximal en tonnes/an
N°2	Poussières	5	0,18	4,16	1,5
[...]					

[...]

Constats :Constats de la visite d'inspection précédente du 02/12/2021

Les émissions de l'installation de broyage de magnésie sont traitées par un dépoussiéreur.

La visite d'inspection du 02/12/2021 a permis de constater que suite à des dépassements récurrents des valeurs limites d'émission prescrites, des mesures correctives ont été mises en œuvre par l'exploitant, néanmoins elles n'ont pas été d'ampleur suffisante pour permettre la mise en conformité des émissions (*Constats avec suites 2*).

La synthèse des résultats des mesures des rejets atmosphériques est la suivante :

Date	Contrôle	Vitesse d'éjection minimale (m/s)	Concentration en poussières (mg/Nm ³)	Flux en poussières (kg/h)
VLE		10	5	0,18
03/03/20	Contrôle inopiné	7,4	2,17	0,03
09/03/20	Autosurveillance	9,7	0,24	0,01
15/05/20	Autosurveillance	10,3	2,14	0,04
24/09/20	Autosurveillance	10,2	3,04	0,06
10/12/20	Autosurveillance	11	6,24	0,13
25/02/21	Autosurveillance	12,3	1,89	0,04
07/04/21	Contrôle inopiné	8,87	11,35	0,22
29/07/21	Autosurveillance	9,7	0,68	0,01
06/10/21	Autosurveillance	8,5	2,6	0,04
07/01/22	Autosurveillance	5,5	80,1	0,99

Dépassement de la VLE**Dépassement supérieur à 2 fois la VLE**

En conséquence M. le préfet du Nord a pris un arrêté préfectoral de mise en demeure le 13/04/2022.

Constats de la visite d'inspection du 11/10/2023

Lors de la visite, l'exploitant a précisé qu'une nouvelle expertise aéraulique a été menée en 2022 et a donné lieu à un plan d'actions pour la mise en conformité des émissions. Celle-ci met également en évidence un tirage trop important d'air et une cheminée trop grande qui explique le non-respect de la vitesse d'éjection prescrite.

Ces éléments ont été présentés à l'inspection.

Afin de respecter les valeurs limites d'émissions, l'exploitant a indiqué que les filtres du dispositif de traitement des rejets étaient régulièrement inspectés et le cas échéant changés. Du fait d'une aéraulique non adaptée, ce changement doit intervenir plus fréquemment.

L'usure et la nécessité de changer les filtres sont appréciées par les équipes de maintenance lors de l'inspection visuelle réalisée tous les mois.

En revanche, l'exploitant a indiqué ne pas disposer d'un système instrumenté pour les mesures en continu d'empoussièrement dans les rejets atmosphériques (par opacimètre par exemple). Celui-permettrait d'apprécier une dérive du niveau d'empoussièrement et de procéder au changement des filtres de façon préventive.

L'inspection a cependant rappelé à l'exploitant que, selon les déclarations faites lors de la visite d'inspection du 02/12/2021, déclaration du directeur de l'usine de l'époque désormais remplacé, une sonde de contrôle de l'empoussièrement avait été mise en place fin 2021/début 2022.

Ces éléments ne sont pas connus de l'actuel directeur.

Suite à la visite du 11/10/2023, le directeur a indiqué par courriel du 16/10/2023 que cette sonde a effectivement été installée début 2022, néanmoins qu'aucun seuil d'alerte n'avait été défini et que les données, bien qu'enregistrées, n'étaient pas exploitées.

De plus l'exploitant a précisé l'absence de connexion du dispositif au système de supervision de la production (« PIMS »). L'exploitant s'est engagé à le connecter au plus vite et à définir les niveaux d'alerte associés.

Par courriel du 23/11/2023, l'exploitant a confirmé que la connexion au PIMS était opérationnelle depuis le 16/10/2023 avec définition des niveaux d'alerte associés. En complément, un message d'alerte est automatiquement généré et transmis au directeur de l'usine et au coordinateur HSE en cas de franchissement des niveaux d'alerte définis.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté la synthèse des résultats des mesures des rejets atmosphériques (mesures périodiques). Il a précisé qu'une campagne de mesures d'autosurveillance était actuellement en cours et qu'un contrôle inopiné avait été réalisé en août 2023.

Le fichier informatisé présenté ne trace pas les opérations de maintenance, notamment curatives, réalisées sur les installations afin de les corréliser avec les résultats des mesures.

Observation 2 : A minima, l'exploitant doit tracer dans son tableau de synthèse des résultats d'autosurveillance, les actions correctives menées à la suite de résultats d'autosurveillance non-conformes.

L'exploitant a indiqué concernant les résultats non-conformes de février 2023 (cf. tableau ci-après), avoir pris les mesures suivantes en semaine 17 (avril 2023) :

- intervention pour maintenance des 2 systèmes de dépoussiérage (dolomie et magnésie) par la société T.M-TEK ;
- réparation de renforts cloisons sur le filtre Hazemag ;
- changement des médias filtrants sur les 2 filtres ;
- inspection visuelle des étanchéités de platelage ;
- inspection visuelle du décolmatage ;
- inspection visuelle des gaines et ventilateur.

Par courriel du 04/12/2023, l'exploitant a transmis les résultats de la dernière campagne de mesures des rejets atmosphériques du 11/10/2023 ainsi que le tableau des résultats consolidés.

La synthèse des résultats des mesures des rejets atmosphériques depuis le dernier rapport de visite d'inspection sur le sujet (référéncé V2/2022-059) est la suivante :

Date	Contrôle	Vitesse d'éjection minimale (m/s)	Concentration en poussières (mg/Nm ³)	Flux en poussières (kg/h)
VLE		10* (projet d'arrêté préfectoral complémentaire : 5,5)	5	0,18
19/05/22	Autosurveillance	9,1*	1,58	0,03
20/07/22	Autosurveillance	8,3*	0,92	0,01
04/08/22	Contrôle inopiné	5,9*	1,32	0,01
05/12/22	Autosurveillance	7,5*	1,71	0,03
16/01/23	Autosurveillance	6,4*	1,51	0,02
16/02/23	Autosurveillance	7,5*	5,13	0,07
06/06/23	Autosurveillance	8,4*	0,39	0,006
20/07/23	Autosurveillance	8,6*	0,39	0,006
28/08/23	Contrôle inopiné	6,9*	0,91	0,012
11/10/23	Autosurveillance	Absence de mesure car silos pleins (pas d'activité de broyage)		

Dépassement de la VLE

Dépassement supérieur à 2 fois la VLE

* Suite à la mise à jour du volet sanitaire de l'étude d'impact, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été proposé (cf. rapport de l'inspection des installations classées référencé V2/2023-336). Celui-ci prescrit une vitesse d'éjection minimale de 5,5 m/s.

Sur la qualité des rejets

Les résultats sont en nette amélioration, malgré 1 léger dépassement identifié début 2023 en concentration uniquement, avec la conformité aux valeurs limites d'émission prescrites en concentration et en flux notamment sur les 3 dernières campagnes de mesures (autosurveillance et contrôle inopiné).

Ces résultats s'accompagnent désormais d'une mesure en continu de l'empoussièrement reportée en supervision avec niveaux d'alerte associés et génération automatique d'un message d'alerte notamment au responsable du site, opérationnelle depuis le 16/10/2023.

L'exploitant respecte les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/04/2022 sur ce point.

Sur la vitesse d'éjection

Suite à la mise à jour du volet sanitaire de l'étude d'impact et du projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposé par l'inspection prescrivant une vitesse d'éjection minimale de 5,5 m/s, aucune non-conformité de la vitesse d'éjection n'est identifiée.

Ces éléments permettent de satisfaire aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/04/2022 sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques - Transmission des résultats d'autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2010, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques - Transmission des résultats d'autosurveillance

Prescription contrôlée :

Article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/01/2017

Les articles 1.1, 12.2.4 et 12.3.2.II de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juin 1997 sont remplacés par les dispositions suivantes :

[...]

Article 12.3.2 - Paramètres surveillés et fréquence d'autosurveillance

II. Cas des cheminées n°2 et 3, telles que codifiées au point 12.2.4 (installations de broyage)

L'exploitant réalise l'autosurveillance des rejets en sortie des cheminées n°2 et 3 dans les conditions suivantes. Les contrôles portent sur les concentrations et les flux :

Paramètres	Fréquence
Débit	Trimestrielle
%O2	Trimestrielle
Poussières	Trimestrielle

Article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/01/2010

Les dispositions suivantes annulent et remplacent celles prévues au titre III de l'arrêté du 26 juin 1997 susvisé :

[...]

Article 12.3.3 – Transmission des résultats d'autosurveillance

I. Bilan de l'autosurveillance

Un état récapitulatif des résultats de l'autosurveillance prévue au présent article est adressé trimestriellement à l'Inspection des installations classées, sauf en cas d'événement relevant d'un incident.

Cet état porte sur les concentrations et les flux de polluants, lorsque ceux-ci font l'objet de valeurs limites.

II. Présentation des résultats

Le courrier de transmission des résultats d'autosurveillance fait explicitement mention de l'absence ou de l'occurrence d'écarts par rapport aux valeurs limites de rejets prévues par le présent arrêté.

Les résultats d'autosurveillance doivent être systématiquement accompagnés d'une analyse pour préciser :

- la position des résultats obtenus par rapport aux mesures précédentes,
- la position des valeurs mesurées par rapport aux seuils prescrits par le présent arrêté préfectoral,
- les incertitudes associées à chaque mesure (ou une estimation de l'incertitude) et toute autre information de nature à apporter un éclairage utile sur l'interprétation du résultat de mesure,
- la méthode de référence utilisée pour chaque mesure (si la méthode de référence est différente de celle prévue par le présent arrêté, elle devra être justifiée) ;
- un récapitulatif précis de la production journalière et mensuelle ;

En cas de dérive du niveau de pollution par rapport aux mesures précédentes (augmentation importante du niveau de rejet moyen mensuel par rapport à celui des mois précédents, sans pour

autant dépasser les valeurs limites de rejets) ou de dépassement des seuils prescrits, il sera précisé, dans le courrier de transmission :

- les éventuels anomalies, incidents ou accidents à l'origine du dépassement ou de la dérive,
- les actions immédiatement mises en œuvre pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté ou pour juguler la dérive amorcée,
- les dispositions prises pour éviter le renouvellement de ce type de dépassement ou de dérive.

III. Cas des contrôles inopinés

En cas de dépassement des valeurs limites d'émission, en ce qui concerne les mesures inopinées réalisées à l'initiative de l'Inspection des installations classées, l'exploitant lui transmet, dans les meilleurs délais après réception du rapport du laboratoire mandaté par l'Inspection, un rapport explicatif qui présente :

- les éventuels anomalies, incidents ou accidents à l'origine du dépassement,
- les actions immédiatement mises en œuvre pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté,
- les dispositions prises pour éviter le renouvellement de ce type de dépassement ou de dérive,
- toute autre information jugée pertinente par l'exploitant.

Constats :

Par courriel du 07/07/2023, l'inspection a rappelé à l'exploitant son obligation de transmettre les résultats commentés de son autosurveillance sur les rejets atmosphériques.

Lors de la visite d'inspection du 11/10/2023, il a de nouveau été rappelé à l'exploitant son obligation de transmettre, selon les fréquences définies, les résultats commentés de son autosurveillance, et non exclusivement sur demande de l'inspection.

En séance, l'exploitant s'est engagé à transmettre les résultats d'autosurveillance sur les rejets atmosphériques à réception des rapports.

Par courriel du 04/12/2023, l'exploitant a transmis les résultats de la dernière campagne de mesures des rejets atmosphériques du 11/10/2023 ainsi que le tableau des résultats consolidés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Récolement MED – Plan des réseaux de collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/04/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Récolement MED – Plan des réseaux de collecte des eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3 – La société MAGNESITA REFRACTORIES est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 modifié susvisé en disposant d'un plan exhaustif des réseaux de collecte des eaux pluviales dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté.</p> <p><u>[Article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997]</u></p> <p><i>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</i></p> <p><i>Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</i></p> <p><i>Le plan des réseaux de collecte fera apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, etc...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de la visite d'inspection précédente du 02/12/2021</u></p> <p>La visite d'inspection du 02/12/2021 a permis de mettre en évidence que l'exploitant n'a pas la connaissance de la gestion des eaux pluviales du site. Le nombre de points de rejet n'est pas connu, ni la nature exacte des effluents aux points de rejets, ni les exutoires (milieu naturel, réseau public), ni la présence de séparateurs à hydrocarbures, ni la présence de dispositifs de sectionnement.</p> <p>Le plan dont dispose l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">• n'est pas daté. Selon l'exploitant ce plan aurait été réalisé il y a 2 ans ;• n'est pas légendé toutefois le seul réseau représenté est celui de collecte des eaux pluviales ;• ne fait pas apparaître les points de rejet, ni les exutoires (réseau public, milieu naturel), ni les éventuels dispositifs de traitement, ni les ouvrages de sectionnement,... <p>(Constats avec suites 3).</p> <p>En conséquence M. le préfet du Nord a pris un arrêté préfectoral de mise en demeure le 13/04/2022.</p> <p><u>Constats de la visite d'inspection du 11/10/2023</u></p> <p>L'exploitant a présenté un plan établi par la société RECYNNOV daté du 04/07/2022. Celui-ci a été établi avant l'arrivée du nouveau directeur du site, début 2023.</p> <p>Observation 3 : Si le plan a effectivement été amendé, les exutoires finaux des rejets d'eaux pluviales sont à mieux caractériser (réseau public unitaire ? séparatif ? station d'épuration urbaine ? milieu naturel (cours d'eau)) ?</p> <p>Le plan des réseaux présenté satisfait aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/04/2022 mais doit être davantage précisé pour assurer la parfaite connaissance de la gestion des eaux pluviales du site y compris au-delà des points de rejets du site, en dehors de l'emprise ICPE.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets aqueux – Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 10.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux – Fréquence de surveillance

Prescription contrôlée :

Article 10.1 de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997

Autosurveillance des rejets

10.1 – Autosurveillance

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après.

Rejet eaux usées :

Mesures et analyses de l'ensemble des paramètres fixés à l'article 8.4 selon une fréquence semestrielle et suivant les méthodes de mesure définies.

Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.

Article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997

VLE – Eaux usées constituées principalement d'eaux de ruissellement

8.4.1 – Substances polluantes

Le rejet des eaux usées ne doit pas contenir plus de :

Substances	Concentrations (mg/l)	[...]
MeS	35	
DCO	80	
DBO5	25	
Azote global	15	
Phosphore total	5	
Hydrocarbures totaux	5	
Métaux totaux	10	

8.4.2 – Température et pH

Les rejets doivent respecter les conditions suivantes :

Température : < 30°C

pH : 6,5-8,5

Constats :

Préambule : précision sur la qualification des « eaux usées » du site

L'article 7.4 de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 identifie les émissaires suivants :

« les émissaires R2 et R1 correspondent aux eaux usées définies à l'article 7.1 du présent arrêté. »

L'article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 26/06/1997 dispose que les eaux usées sont constituées des eaux pluviales polluées provenant de surfaces imperméables autres que les toitures.

Constats :

Selon le plan présenté par l'exploitant, les eaux de ruissellement des voiries de la partie usine sont collectées, traitée par un bassin de décantation et rejetées au point de rejet référencé n°3.

Les eaux de ruissellement des voiries de la partie bureaux administratifs rejoignent ce réseau de collecte des eaux pluviales, en aval du bassin de décantation, avant le point de rejet n°3 du site.